

**ACTIVITES VISANT A AMELIORER L'INSTRUCTION
DE BASE POUR LES ADULTES AU CANADA:
UN RESUME**

Audrey M. Thomas

Activités visant à améliorer l'instruction de base
pour les adultes au Canada: un résumé

Ceci constitue le résumé d'un projet entrepris pour le Monde de l'Instruction de Base au Canada, entre juin 1975 et juin 1976, pour étudier la situation de l'instruction de base au Canada. Vous allez trouver des détails sur l'ensemble du rapport de ce projet à la dernière page.

par Audrey M. Thomas

Table des matières

Le problème
Caractéristiques de la population
Programmes existants
Questions et problèmes
La situation de l'instruction de base au Canada - Rétrospective et
 Perspective
Conférence sur l'instruction de base pour les adultes
Le rapport intégral

© **World Literacy of Canada**
692 Coxwell Avenue,
Toronto, Ontario
M4C 3B6

Juillet 1976

L'alphabétisation, tout comme l'éducation en général, est un acte politique. Elle n'est pas neutre, car dévoiler la réalité sociale pour la transformer, ou la dissimuler pour la conservé, sont des actes politiques.

- Déclaration de Persépolis

La traduction de ce texte a été partiellement défrayée par le Secrétariat d'État, gouvernement du Canada. Les coûts supplémentaires de la publication ont été défrayés par une subvention de la Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman.

ISBN: 0-92080-02-7
(Édition originale: 0-920180-00-0)

Préface

L'idée de ce résumé est venue au cours de la Conférence sur l'instruction de base des adultes, tenue à Toronto du 3 au 5 mai 1976. 140 délégués, de formations très différentes, sont venus de toutes les parties du Canada pour y assister.

La conférence constituait une partie intégrale d'un projet d'un an mis en oeuvre sur l'initiative du Monde de l'Instruction de Base au Canada,¹ une organisation non gouvernementale ayant 20 années d'expérience internationale. Les objectifs principaux de ce projet étaient les suivants:

1. Identifier et décrire la population adulte qui, au Canada, avait besoin d'activités pour améliorer l'instruction de base.
2. Identifier et décrire les activités pour améliorer l'instruction de base qui étaient entreprises au Canada par les organisations existantes, ainsi que par les communautés et par les particuliers.
3. Communiquer les résultats du projet aux organisations, aux fonctionnaires gouvernementaux et aux particuliers intéressés dans le but de planifier l'avenir des activités pour améliorer l'instruction de base au Canada.

Les deux moyens utilisés pour communiquer les résultats de ce projet ont été le rapport et la conférence. Le rapport de 180 pages, base de discussion et de recommandations, a été publié et distribué aux délégués assistant à la conférence, le deuxième jour de la conférence.

Une des nombreuses suggestions formulées par plusieurs groupes de discussion a été la publication d'un mini-rapport ou résumé afin de rendre mieux connues les conclusions de ce rapport et de stimuler ainsi une prise de conscience en ce qui concerne les questions et problèmes relatifs à l'instruction de base pour les adultes au Canada.

La conférence en elle-même a constitué une expérience unique et a été décrite par les éducateurs professionnels pour adultes comme étant un événement historique. C'est pourquoi en décidant de publier ce résumé, il a été également décidé d'inclure une section supplémentaire qui traiterait des thèmes, des questions et des recommandations émanant de cette conférence.

À cause de l'enthousiasme et des problèmes des délégués à cette conférence, ainsi que des nombreuses tâches qui doivent être accomplies, le Monde de l'Instruction de base au Canada a décidé de continuer sa participation dans le domaine de l'instruction de base au Canada, afin de se consacrer aux besoins exprimés.

¹ "Le Monde de l'Instruction de Base au Canada" = World Literacy of Canada.

Le problème

Le Canada se classe parmi les pays les plus prospères du monde en termes de P.N.B., de niveau de vie et de salaires moyens. Cependant ceci ne reflète pas la réalité en ce qui concerne les différences culturelles, micro comme macro-régionales, qui existent dans le pays. Des facteurs géographiques, culturels, socio-économiques et psycho-sociaux, agissant soit séparément soit ensemble, ont eu pour résultat de priver de possibilités d'instruction certains secteurs de la population adulte canadienne. Dans notre riche société, technologiquement "avancée" société qui a placé une grande importance sur l'instruction et en a fait "le sésame" qui ouvre le champ sur une vie intéressante et rémunératrice, on peut se demander quel niveau d'instruction il faut avoir pour pouvoir "fonctionner" d'une manière compétente? Voici une autre question qui en découle; dans la perspective de futurs progrès technologiques et d'une explosion des connaissances, dans quelle mesure peut-on considérer comme valable le niveau d'instruction en tant que norme pour pouvoir "fonctionner" pour le reste de la vie de la personne?

Près de 20 pour cent des Américains adultes ne sont réellement pas en mesure de faire face aux problèmes qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. En plus, 34 pour cent des Américains adultes sont capables de "fonctionner" mais pas parfaitement.¹ Comment le Canada se compare-t-il aux É.-U.? Le besoin d'une instruction fondamentale chez les adultes a été fortement ressenti par les Canadiens au cours du milieu des années soixante quand les résultats du recensement de 1961 furent analysés.² À cette époque, le Bureau Canadien de la Statistique (maintenant Statistiques Canada) définissait l'analphabétisme fonctionnel comme un niveau d'instruction inférieure à cinq années de scolarité: définition que Statistiques Canada considère encore valable aujourd'hui. Toutefois, à la fin des années soixante, l'Association Canadienne pour l'Instruction des Adultes (ACIA/CAAE) définissait l'analphabétisme fonctionnel au Canada comme un niveau d'instruction équivalent ou inférieur à une 8^{ième} année. Depuis lors, l'ACIA a déclaré qu'il "faut avoir plus de huit années de scolarité pour avoir un niveau d'instruction acceptable dans notre société technologique".³ L'instruction de base devient ainsi un concept dont les exigences changent au fur et à mesure que la société évolue.

Si l'on considère le niveau de connaissance en 4^e année et 8^e année, deux questions viennent à l'esprit:

1. Quelle est l'ampleur du problème au Canada?
2. Comment la situation s'est-elle améliorée au cours de la dernière décennie?

Le Tableau 1 donne les réponses à ces questions et le Tableau 2 indique la situation des Provinces relativement au degré d'instruction des adultes ayant moins qu'une 9^{ième} année.

Tableau 1. Population de 15 ans ou plus ne fréquentant pas l'école, par niveau d'instruction, 1961, 1971.

Année	total de la population de 15 ans et plus	Moins que la 5 ^e année ^a		5 ^e - 8 ^e années	
		Nombre	%	Nombre	%
1961	11,046,605	1,024,785	9.3	4,141,561	37.5
1971	13,168,020	937,440	7.1	3,961,905	30.1

^a Inclut ceux qui n'ont pas de scolarité

Tableau 2. Population de 15 ans et plus ne fréquentant pas l'école, 1961, 1971.

Région	1961			1971		
	Total de la population plus	Moins que 9 ^e année Nombre	%	Total de la population plus	Moins que 9 ^e année Nombre	%
Canada	11,046,605	5,166,346	46.8	13,168,020	4,899,350	37.2
Terre-Neuve	241,345	140,472	58.2	280,870	137,470	48.9
Î.P.É	61,297	29,400	48.0	65,135	27,415	42.1
N. É	438,467	184,990	42.2	470,080	166,985	35.5
N.B.	336,203	190,304	56.6	366,875	172,975	47.1
Québec	3,117,580	1,721,401	55.2	3,679,045	1,732,390	47.1
Ontario	3,895,452	1,710,175	43.9	4,766,015	1,561,355	32.8
Manitoba	568,928	246,406	43.3	610,345	224,510	36.8
Sask.	553,625	275,673	49.8	557,555	228,765	41.0
Alberta	784,832	310,382	39.5	958,215	271,840	28.4
C.B.	1,026,989	345,566	33.6	1,385,400	363,560	26.2
Yukon	8,826	3,280	37.1	10,780	2,815	26.1
T.N.O.	13,061	8,297	63.5	17,705	9,275	52.4

Dans tous les cas, il y a eu une réduction du pourcentage d'adultes qui avaient un bas niveau de connaissances dans la période entre les recensements de 1961 à 1971. Il y a eu également une réduction du nombre absolu pour le Canada dans son ensemble. Cependant, malgré des pourcentages inférieurs, trois régions indiquent une augmentation dans leur nombre absolu. Ce sont le Québec, la Colombie Britannique et les Territoires du Nord-Ouest.

Malgré les améliorations apparente, nous sommes encore confrontés avec la fait que 37 personnes sur 100 ont une instruction inférieure à la 9^e année, et que 7 sur 37 ont une instruction inférieure à la 5^e année. Il est bien connu que les connaissances acquises diminuent avec le temps, si elles ne sont pas constamment utilisées ou mises en pratique. On peut donc ainsi pratiquement penser que la grande majorité des gens "fonctionne" avec un niveau d'instruction ou d'éducation inférieure à celui qu'ils avaient réellement atteint. Le nombre potentiel de personnes qui ont besoin de programmes d'instruction de base pour adultes est donc bien supérieur à ce que les statistiques indiquent.

Définitions

Les caractéristiques de la population adulte qui a besoin de programmes d'activités pour l'amélioration de l'éducation de base ont été obtenues principalement à partir du recensement de 1971. Bien que Statistiques Canada reconnaisse officiellement qu'une instruction inférieure à une 5^{ième} année représente un analphabétisme fonctionnel, le fait que Statistiques Canada publie des données détaillées pour ceux qui ont une éducation élémentaire (moins que la 9^{ième} année) favorise en réalité la définition de l'analphabétisme fonctionnel donnée par l'ACIA. Certains problèmes sont créés lorsque l'on assimile l'analphabétisme fonctionnel avec le degré de scolarité. Voici quelques-unes de ces difficultés:

1. Le niveau de scolarité n'indique pas l'ensemble des connaissances réellement acquises par l'individu. Des personnes autodidactes à bas niveau de scolarité théorique ne constituent pas des cas isolés dans les données du recensement.
2. En termes de compétences, il est probablement préférable de se diriger vers un type de mesure de performance des tâches. C'est un mouvement vers lequel on se dirige aux É.-U.⁴
3. De nombreux praticiens dans le domaine de l'instruction de base pour les adultes seront les premiers à reconnaître qu'un certain nombre de personnes possédant des diplômes d'écoles secondaires ont en réalité des niveaux d'instruction bien inférieurs.
4. Les données disponibles publiées dans le recensement de 1971 ne donnent pas le nombre de personnes qui n'ont pas de scolarité, ni celles qui sont complètement analphabètes.

Pour essayer de résoudre ces difficultés, inhérentes à la définition, la terme choisi à été activités pour améliorer l'instruction de base. Voici la définition qui a été proposée: les activités pour améliorer l'instruction de base peuvent inclure les capacités dans le domaine de la communication (lecture, écriture, écouter et parler), celui du calcul, de la capacité à résoudre des problèmes et d'établir des relations interpersonnelles nécessaires pour qu'un adulte puisse "fonctionner" dans notre société actuelle.

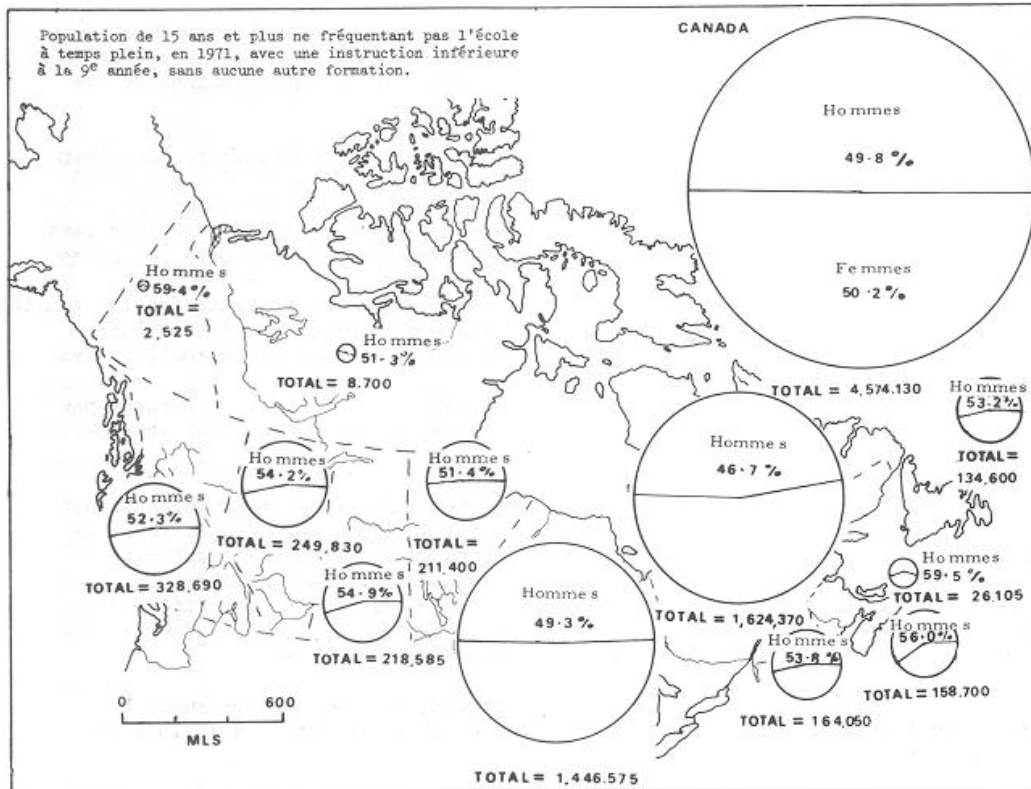
Quant en ce qui concerne la concentration sur le fonctionnement des activités pour améliorer l'instruction de base, il a été décidé d'inclure ce qui va suivre:

1. Les organisations ou les particuliers qui offrent des activités pour améliorer l'instruction de base à n'importe quelle personne âgée de 15 ans ou plus qui ne fréquentait pas, à temps plein, une école régulière.
2. Tous les cours, classes ou activités qui sont offerts au niveau de l'année 0 à la 8^e année inclusivement.

Cela signifiait que notre définition de l'adulte incluait, en réalité, le groupe des moins de vingt ans ou groupe pré-adulte. Cependant, comme dans la plupart des cas, il y a obligation d'aller à l'école jusqu'à l'âge de 16 ans à travers tout le Canada, toute personne qui quitte l'école à ce moment là

peut devenir admissible aux programmes pour adultes et recevoir une allocation, après avoir atteint l'âge de 17 ans. Deux restrictions ont été établies;

1. Ceci s'applique au Canada anglais et,
2. Les classes d'anglais pour les nouveaux Canadiens, où l'anglais en tant que langue seconde ne serait pas une partie de ces études.



Caractéristiques de la population

La population visée a été définie comme étant celle qui, en 1971, ne fréquentait pas l'école, était âgée de 15 ans et plus, avait un degré de scolarité inférieur à la 9^e année et n'avait pas d'autre formation. Cela représentait un total de 4,574,130 personnes, soit 34.7% du total de la population de 15 ans et plus qui ne fréquentait pas l'école à plein temps en 1971. Ainsi, au Canada, il y a une différence totale de 325,220 personnes ou 2.5 pour cent entre la population visée et la population ne fréquentant pas l'école, âgée de 15 ans et plus, ayant un degré de scolarité inférieur à la 9^e année et qui a une certaine formation technique.

Tableau 3. Population de 15 ans et plus ne fréquentent pas l'école à temps plein en 1971.

Région	Total	Instruction inférieure à la 9 ^e année - pas d'autre formation	% du total régional	% du total canadien
Canada	13,168,020	4,574,130	34.74	100.01
Terre-Neuve	280,870	134,600	47.92	2.94
Î.P.É.	65,135	26,105	40.08	.57
Nouvelle-Écosse	470,080	158,700	33.76	3.47
N.B.	366,875	164,050	44.72	3.59
Québec	3,679,045	1,624,370	44.15	35.51
Ontario	4,766,015	1,446,575	30.35	31.63
Manitoba	610,345	211,400	34.64	4.62
Sask.	557,555	218,585	39.20	4.78
Alberta	958,215	249,830	26.07	5.46
C.B.	1,385,400	328,690	23.73	7.19
Yukon	10,780	2,525	23.42	.06
T.N.O.	17,705	8.700	49.14	.19

Distribution géographique

Le tableau 3 indique la situation régionale en termes relatifs et absolus telle qu'elle existe au Canada. En valeur absolue, la Province de Québec a le plus grand nombre de la population visée avec 35.5 pour cent de la population totale canadienne. Puis vient l'Ontario avec 31.6 pour cent de la population totale canadienne. Les Territoires de Nord-Ouest et le Yukon ont le plus faible pourcentage. Les quatre Provinces de l'Ouest, ont 22.1 pour cent du total alors que les Provinces Atlantiques en ont 10.6 pour cent.

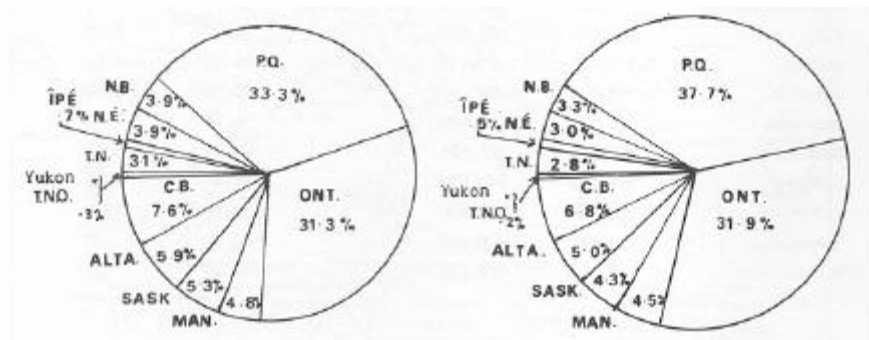
Toutefois, puisque au Canada chaque gouvernement provincial est responsable de ses programmes d'éducation, c'est le pourcentage de la population visée dans chaque Province ou Territoire, qui est le plus important pour toute planification future des activités visant à améliorer l'instruction de base des adultes.

Sexe

Schéma 1. Instruction inférieure à la 9^e année, sans autre formation, par sexe pour les Provinces

Hommes = 2,277,975

Femmes = 2,296,160



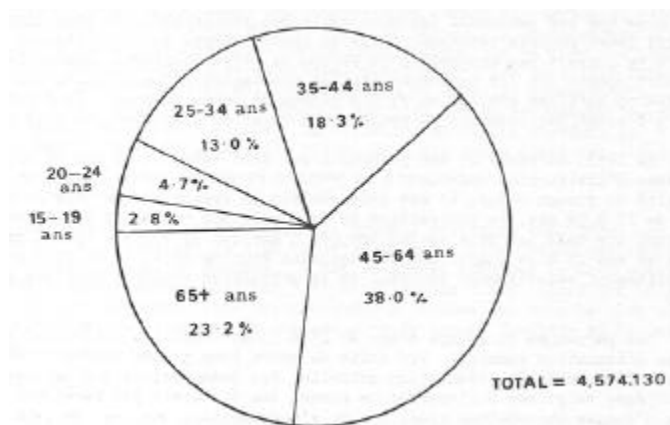
Le schéma 1 montre que dans la population totale du Canada, il y a légèrement plus de femmes que d'hommes dans la population visée (2,296,160 femmes ou 50.2 pour cent comparé à 2,277,975 hommes et 49.8 pour cent). Il est aussi intéressant de remarquer que, dans toutes les Provinces, à l'exception du Québec et de l'Ontario, le pourcentage des hommes est supérieur à celui des femmes.

Bien qu'en termes absolus il y ait légèrement plus de femmes que d'hommes dans la population visée, en termes relatifs, il y a un moins grand nombre de femmes. C'est à dire que 34.2 pour cent de toutes les femmes de 15 ans et plus constituent la population visée comparé à 35.4 pour cent de tous les hommes.

Il y a un très grand nombre d'hommes parmi les populations visées de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, de l'île du Prince Édouard, des Territoires du Nord-Ouest, du Québec et de la Saskatchewan (50.6, 48.8, 47.5, 47.3, 42.7, et 42.6 pour cent de la population adulte totale respectivement). Il y a un très grand nombre de femmes, parmi les populations visées des Territoires du Nord-Ouest, du Québec, de Terre-Neuve et du Nouveau-Brunswick (51.3, 45.6, 45.2, et 40.7 pour cent de la population adulte totale respectivement).

Âge

Schéma 2. Population de 15 ans et plus, ne fréquentant pas l'école à plein temps avec un degré d'instruction inférieur à la 9^e année, sans autre formation, par groupe d'âge, en 1971.



Le schéma 2 indique d'une manière évidente que le plus grand groupe d'âge est celui des 45 à 64, puis celui des 65 ans et plus, puis des 35 à 44 ans, 25 à 34 ans, 20 à 24 ans et 15 à 19 ans. En fait, au cours de l'année 1971, 95.2 pour cent de la population visée avait plus de 25 ans et 61.2 pour cent avait plus de 45 ans.

Un grand nombre de personnes pense qu'au Canada, le problème de l'adulte sous-éduqué n'existe pas ou est en train de disparaître parce que le Canada a un système d'éducation obligatoire et que les gens les plus âgés n'ayant pas eu la possibilité de s'instruire ne vivront pas éternellement. Toutefois, différents points méritent d'être discutés. Les éducateurs pour les adultes croient fermement aux principes d'un enseignement au cours de la vie toute entière, d'une éducation périodique et d'une éducation continue. De surcroît, il y a eu récemment des actions pour créer des Collèges du Troisième Âge, et des cours pour la préparation à la retraite, parce que l'on se rend compte qu'une augmentation du temps des loisirs va de pair avec des retraites anticipées et une plus grande longévité de la population canadienne âgée. C'est pourquoi il est important, pour ceux qui veulent travailler et organiser des cours pour les personnes âgées de savoir combien il y a de personnes ayant un bas niveau d'instruction et d'en connaître les implications pour les faire participer. Les jeunes qui prennent pour acquis leur propre niveau d'instruction peuvent particulièrement ne pas être au courant de cet état de choses. Par exemple, une étudiante de niveau universitaire qui avait travaillé avec une groupe de personnes âgées dans un programme de Perspectives Jeunesse, au cours de l'été 1975 dans le centre-ville de Toronto, raconte ses efforts pour que ces personnes assument certaines responsabilités pour diriger et conduire leurs propres réunions. Elle se rendit compte qu'elles étaient hésitantes et elle ne pouvait pas comprendre la raison de cette attitude. Graduellement, elle se rendit compte que les personnes étaient hésitantes parce qu'elles étaient analphabètes ou qu'elles avaient un faible niveau de connaissances. Pour cette raison, elles n'étaient pas capables de prendre des notes ou d'envoyer des avis de réunions.

En 1971, soixante et une personnes sur cent âgées de 65 ans et plus avaient un niveau d'instruction inférieur à la 9^e année et aucune autre formation. À l'autre extrémité du groupe d'âge, il est très pénible de remarquer que dans le groupe d'âge de 15 à 19 ans, le pourcentage de la population visée est relativement plus important que dans les deux autres groupes d'âge qui le suivent (celui des 20 à 24 ans et des 25 à 34 ans). Les pourcentages sont de 22.4, 14 et 21.2 pour cent respectivement relativement au total de la population scolaire pour ces groupes d'âge.

Les personnes du groupe d'âge de 15 à 19 ans sont les "produits" de notre système d'éducation moderne. Par suite de notre trop grande tolérance en ce qui concerne l'ensemble de l'éducation actuelle, des lamentations des universités et des collèges relatives à l'absence de normes des étudiants qui reçoivent leurs diplômes d'études secondaires ainsi que de l'augmentation des taux, de ceux qui abandonnent l'école, peut-être ne devrions-nous pas être surpris par ces chiffres. Il sera intéressant de suivre la tendance après le prochain recensement. C'est dans le groupe d'âge des 20 à 24 ans que l'on trouve la plus faible incidence de la population visée. Est-ce que ceux-ci ont été le "produit" d'un meilleur système d'éducation ou bien est-ce que la plupart d'entre eux ont suivi avec assiduité des cours du soir ou par correspondance pour obtenir leurs diplômes?

Résidence

Environ sept personnes sur dix de la population visée vivent dans des zones urbaines, deux dans des zones rurales, non-agricoles, et une dans des zones rurales agricoles. On trouve les pourcentages urbains supérieurs à la moyenne

nationale en Ontario, au Québec, et en Colombie Britannique (77.8,76.0 et 71.8 pour cent respectivement). L'Île du Prince Édouard et les Territoires du Nord-Ouest ont les plus bas pourcentages de la population visée vivant dans des zones urbaines (27.7 et 30.0 pour cent respectivement). Cela représente ce à quoi l'on pouvait s'attendre. Sur les 22 zones métropolitaines du recensement (ZMR/CMA), il y en a neuf en Ontario, trois au Québec et deux en Colombie Britannique (voir le Tableau 4).

Tableau 4. Zones métropolitaines de recensement classées, en 1971, selon le pourcentage le plus élevé de la population de 15 ans et plus qui ne fréquentait pas l'école à plein temps et qui avait un niveau d'instruction inférieur à la 9^e année, sans aucune autre formation.

Rang Z.M.P.	Total pop. 15 ans et n'allant pas à l'école à temps plein	Niveau inférieur à la 9 ^e année - pas d' autre formation	%	% Hommes	% Femmes
1 Montréal	1,757,830	676,220	38.5	44.1	55.9
2 Chicoutimi-Jonquière	72,7775	27,945	38.4	44.2	55.8
3 Québec	299,145	109,350	36.6	41.7	58.3
4 Thunder Bay	68,470	24,225	35.4	51.9	48.1
5 Sudbury	88,115	30,615	34.7	53.3	46.7
6 St. John's	76,070	24,875	32.7	49.6	50.4
7 Saint John	64,965	21,065	32.4	53.0	47.0
8 St.Catharines- Niagara	186,285	60,345	32.4	47.5	52.5
9 Windsor, Ontario	157,685	48,675	30.9	47.5	52.5
10 Kitchener	139,305	42,120	30.2	46.4	53.6
11 Hamilton	309,990	90,125	29.1	46.9	53.1
12 Toronto	1,688,240	450,555	26.7	46.6	53.4
13 Winnipeg	344,260	90,745	26.4	46.2	53.8
14 Saskatoon	75,765	19,830	26.2	48.5	51.5
15 Regina	85,025	21,585	25.4	48.6	51.4
16 Ottawa	362,365	86,410	23.8	45.2	54.8
partie Québec	86,040	32,610	37.9	46.2	53.8
partie Ontario	276,320	53,800	19.5	44.6	55.4
17 London	178,120	41,970	23.6	47.8	52.2
18 Halifax	133,665	30,220	22.6	51.0	49.0
19 Edmonton	293,390	62,100	21.2	50.4	49.6
20 Vancouver	711,180	149,615	21.0	49.6	50.4
21 Victoria	130,915	23,835	18.2	46.3	53.7
22 Calgary	241,210	41,515	17.2	50.6	49.4

Il n'y a aucune zone métropolitaine de recensement dans l'Île du Prince Édouard ainsi que dans les Territoires du Nord-Ouest. Ces deux dernières régions se caractérisent par leur population très dispersés, et il n'est pas surprenant

qu'elles occupent un rang important dans les pourcentages ruraux non agricoles. Les trois autres Provinces Atlantiques qui ont chacune une zone métropolitaine de recensement de dimension moyenne ont aussi des pourcentages ruraux non-agricoles plus élevés que les pourcentages urbains. Dans le reste du Canada, la Saskatchewan a le plus grand pourcentage rural non-agricole. La population visée ici va très vraisemblablement vivre dans des petites villas agricoles. C'est dans l'île du Prince Édouard ("la ferme d'une superficie d'un millier d'acres") et dans les trois Provinces des Prairies ("le grenier à blé du Canada") que l'on trouve évidemment les pourcentages ruraux agricoles les plus élevés. La Saskatchewan est la Province qui a le plus grand pourcentage de la population visée vivant dans des zones agricoles (28 pour cent).

Groupes ethniques

Le tableau 5 classifie les douze groupes ethniques considérés par le recensement selon le pourcentage le plus élevé de la population visée par rapport au total de la population par groupes. C'est le groupe ethnique le plus petit (la population indigène autochtone) qui a le taux le plus élevé, alors que le groupe ethnique le plus important (les Britanniques) a le deuxième taux le plus bas. Il est intéressant de remarquer la prédominance du groupe français en termes relatifs et absolue.

Tableau 5. Pourcentage du total de la Population canadienne âgée de 15 ans et plus, ne fréquentant pas l'école à plein temps, par groupes ethniques en 1971 et classée selon le pourcentage le plus élevé qui avait un degré d'instruction inférieur à la 9^e année, sans aucune autre formation.

Rang Groupe ethnique	Total	Niveau inférieure à 9 ^e année, sans aucune autre formation	Pourcentage
1 Indien & Eskimo (12) ^a	148,585	98,935	66.6
2 Italien (5)	434,930	270,320	62.2
3 Français (2)	3,689,690	1,685,585	45.7
4 Ukrainien (6)	381,380	159,665	41.9
5 Polonais (9)	207,685	83,600	40.3
6 Autres & Inconnu (4)	701,585	277,395	39.5
7 Allemand (3)	824,725	272,700	33.1
8 Hollandais (8)	237,515	71,740	30.2
9 Groupes Asiatiques (11)	171,150	48,715	28.5
10 Scandinave (7)	249,870	67,395	27.0
11 Iles Britanniques	5,924,585	1,491,830	25.2
12 Juif (10)	196,345	46,245	23.6

^a Les chiffres entre parenthèses indiquent le rang du group ethnique en termes du nombre total de personnes de 15 ans et plus ne fréquentant pas l'école à plein temps.

Lieu de naissance

Environ trois personnes sur quatre de la population visée sont nées au Canada. On peut trouver des pourcentages très élevés de personnes Canadiennes nées au Québec et dans la région des Provinces Maritimes. Ce sont dans les Provinces de la Colombie Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario que l'on trouve les plus bas pourcentages de personnes nées au Canada. Même en Ontario, six personnes sur dix de la Population visée sont nées au Canada.

Immigration

Près de la moitié de tous les immigrants se trouvent dans la population visée vinrent au Canada avant 1946 et les statistiques indiquent une amélioration du niveau d'instruction de la population qui a immigré à une époque plus récente.

Participation de la population active

En termes de la population active totale,⁵ 27 pour cent de celle-ci a un niveau d'instruction inférieur à la 9^e année. Ce pourcentage est inférieur à celui de la moyenne nationale qui est de 37 pour cent pour la population non-scolaire âgée de 15 ans et plus et qui a un degré d'instruction inférieur à la 9^e année et cela indique une inégalité assez grande dans le domaine de l'emploi et un manque de participation.⁶

Le tableau 6 indique la relation existante entre le niveau de scolarité et la participation de la population active.

Tableau 6. Participation de la population active dans la population canadienne de 15 ans et plus, en 1971.

	Total de la population active	Taux de Participation	Population active - niveau inférieur à la 5 ^e année	Taux de Participation	population active - niveau entre les 5 ^e et 8 ^e année	Taux de participation
Total	8,813,340	58.0	330,070	34.3	2,071,425	50.3
Hommes	5,760,245	76.3	244,890	48.1	1,526,495	72.6
Femmes	3,053,100	39.9	85,180	18.8	544,890	27.1

On peut facilement se rendre compte que ceux qui ont les niveaux d'instruction inférieurs se trouvent à 58 pour cent au-dessous de la moyenne nationale. Seulement une personne sur trois ayant un degré de scolarité inférieur à la 5^e année et une personne sur deux ayant un degré de scolarité compris entre les 5^e et 8^e années font partie de la population active. Si les deux groupes sont combinés, le taux de participation de ceux qui ont un degré de scolarité inférieur à la 9^e année est de 47.3 pour cent -- soit plus de dix pour cent au-dessous de la moyenne nationale.

Chômage ⁷

Les taux de chômage des personnes ayant un niveau d'instruction de 9^e année étaient de seulement .2 pour cent supérieurs à ceux de la moyenne nationale (8.1 pour cent par rapport à 7.9 pour cent). Il semble que c'est le manque de participation plutôt que le chômage comme tel qui soit le problème crucial auquel on doit faire face.

Population active par Industries

Les statistiques révèlent que les hommes ayant un niveau de scolarité inférieur à la 9^e année se trouvent en majorité, par rapport à l'ensemble de la population, dans les industries primaires. L'industrie de la construction emploie aussi un grand pourcentage de personnes qui ont un niveau d'instruction inférieur à la 9^e année. Pour les hommes, on trouve les plus faibles pourcentages dans les entreprises administratives, les secteurs des services et de l'industrie.

On trouve un pourcentage élevé de femmes avec un niveau d'instruction inférieur à la 9^e année dans l'agriculture, la pêche, le piégeage et les industries manufacturières. On trouve de faibles pourcentages de femmes dans les industries employant traditionnellement des hommes comme -- la construction, les transports, les mines, l'administration publique, la défense et le secteur des affaires (finance, assurances, et immobilier). Dans une industrie seulement le pourcentage des femmes employées, ayant un niveau d'instruction inférieur à la 9^e année, est supérieur à celui des hommes qui ont ce même niveau d'instruction: c'est le secteur des industries manufacturières. Les personnes travaillant sur les chaînes de montage sont ordinairement des femmes sauf dans les industries lourdes. De nombreuses industries légères emploient une très grande proportion de main-d'œuvre féminine, par exemple les industries alimentaires et celles du vêtement. Cependant, en nombre absolu, la plupart des femmes sont en fait employées dans les industries de services alors que la plupart des hommes sont employés dans les industries manufacturières.

Profil résumé

En 1971, la "Canadien type" qui n'avait pas plus de 8 années de scolarité pouvait être décrit de la manière suivante. Il était vraisemblablement dans la cinquantaine, né au Canada, vivant dans une communauté de 1,000 habitants ou plus en Ontario, s'il parlait anglais, au Québec s'il parlait français. Il avait très vraisemblablement épousé une femme ayant un niveau de scolarité similaire. Père de trois enfants, il était probablement employé dans une industrie manufacturière où il gagnait \$5,500 par an. (C'était le seuil de pauvreté pour une famille de cinq en 1971.) Une description similaire conviendrait à la "Canadienne type" avec toutefois une exception importante: elle ne faisait pas partie de la population active.

Programmes existants

Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration

Au Canada, depuis les années 1960, c'est le Gouvernement Fédéral qui offre le plus vaste programme d'instruction de base pour les adultes (EBA). Des ententes ont été conclues, ententes grâce auxquelles le gouvernement Fédéral finance les programmes de formation et les Provinces fournissent les locaux et les ressources nécessaires pour la mise en oeuvre de ces programmes.

Il y a essentiellement deux programmes principaux EBA qui fonctionnent actuellement sous l'égide du ministère de la Main-d'Oeuvre. Ce sont les cours préparatoires à la formation professionnelle (CPFP) et le Programme de formation préparatoire à l'emploi (P.F.P.E.). Au cours de l'année fiscale 1974-75, 50,568 personnes furent inscrites au programme C.P.F.P.⁸ Toutefois, ce programme couvre tous les niveaux d'instruction de l'année 0 à la 12^e année et la majorité des personnes sont dans les années supérieures. Au Canada, la plupart des programmes n'offrent pas la possibilité d'un rattrapage scolaire au-dessous du niveau de la 5^e année. Les raisons de cet état de choses s'expliquent par le fait que le Gouvernement Fédéral ne voulait pas empiéter sur l'autorité provinciale en matière d'éducation et ainsi des programmes d'une durée maximale de 52 semaines ont été établis. De plus l'effort de rattrapage scolaire visait à rendre, en fin de compte, la personne employable sur le marché du travail. Les personnes qui sont acceptées dans les programmes de la Main-d'Oeuvre ont donc, en règle générale, des objectifs de carrière et prennent ces cours Pour acquérir les connaissances requises leur permettant d'accéder à des cours pour commencer à apprendre un métier ou constituant une transition immédiate vers le marché du travail.

Le temps alloué et les autres restrictions excluent en fait de nombreuses personnes qui auraient besoin de l'aide fournie par des cours d'instruction de base. Les personnes âgées et les maîtresses de maison, qui peuvent

ne pas vouloir travailler mais qui veulent cependant améliorer leur instruction de base, ne sont généralement pas acceptées dans les programmes de la Main-d'Oeuvre.

Quels sont les autres programmes existants?

Institution pénitentiaires

Un changement est survenu dans la conception de la Justice qui, de punitive et vengeresse, s'est orientée en général vers une réhabilitation du système correctionnel. Au cours des années, l'instruction a été considérée comme un des éléments du processus de réhabilitation. Des brochures publiées par le service pénitentiaire canadien à la fin des années soixante ont révélé que le niveau d'instruction moyen des détenus dans les institutions fédérales était de la 6^e année environ, et une brochure indiquait que sept détenus sur dix n'avaient pas dépassé la 8^e année. De faibles résultats scolaires, de mauvaises expériences scolaires et la délinquance constituent les antécédents de la plupart des détenus; c'est pourquoi le bas niveau d'instruction n'a rien de surprenant.

Dans la plupart des institutions pénitentiaires, il existe des possibilités d'instruction qui permettent un rattrapage scolaire. Quand ces possibilités ne sont pas fournies, ordinairement c'est à cause des conditions désuètes et d'une rotation rapide d'un petit nombre de détenus. Les écoles de prison se caractérisent par de petites classes et par un personnel enseignant restreint. Les rapports entre professeur et élèves varient de 1 pour 8 à 1 pour 15.

Si l'on parle en termes de formation d'instruction de base plutôt que du domaine plus étendu du rattrapage scolaire, il existe très peu de programmes qui acceptent des gens ayant un niveau d'instruction de base. Certains surveillants de programmes provinciaux ont souligné les difficultés qu'il y avait à essayer de porter le niveau d'instruction de personnes complètement analphabètes à un niveau d'instruction satisfaisant, compte tenu du temps limité dont ils disposaient. Peut-être un plus grand nombre d'institutions devraient considérer la méthode "chacun enseigne à quelqu'un" prônée par le Dr. grands Laubach, méthode qui a été employée avec succès à Guelph en Ontario et où des détenus ont été entraînés par des volontaires venant de la région d'Hamilton pour s'enseigner les uns aux autres.

Autres programmes gouvernementaux

Les différents ministères des services sociaux organisent des projets d'adaptation au travail sur une base de frais partagés entre les trois niveaux de gouvernements. Ces projets sont conçus pour les personnes qui reçoivent des prestations de bien-être social ainsi que pour des projets d'adaptation au travail. Certains de ces projets renferment des cours de rattrapage scolaire. Certains de ces projets ont maintenant été transférés aux services de la Main-d'Oeuvre et sont devenus des programmes de F.E.P.; d'autres coexistent avec la programme de F.E.P.

D'autres ministères gouvernementaux situés dans le Canada urbain du sud participent également à l'instruction de base pour les adultes en aidant les personnes ou peut-être en offrant des classes du soir; les Ministères fédéraux des Affaires Indiennes, le Ministère de l'Expansion Économique Régionale, la Commission d'Assurance-Chômage en sont quelques exemples. Certains ministères provinciaux organisent des cours par correspondance au-dessous du niveau de la 8^e année.

Commissions scolaires

Les commissions scolaires participent à l'instruction de base des adultes d'une manière traditionnelle et non traditionnelle. La manière traditionnelle consiste à organiser des classes du soir, une ou deux fois par semaine pendant deux à trois heures pour des adultes qui peuvent venir et parfaire leur niveau d'instruction dans un cadre scolaire ordinaire. De tels cours du soir existent encore. La façon moins traditionnelle comprend des écoles pour adultes organisées pendant le jour soit sur une base à temps plein ou à temps partiel dans un cadre scolaire ou communautaire, et aussi des entreprises en coopération par lesquelles la Commission scolaire a travaillé avec d'autres organisations, agences sociales et/ou avec des volontaires pour produire et organiser un programme qui s'adresse aux besoins de la population locale.

En 1969, une école de jour pour adultes a été créée. C'était un projet de volontaires du Ministère des Services Sociaux du Toronto Métropolitain. Son but était d'essayer de combler le vide qui existait entre le manque d'instruction et les occasions d'emploi pour les personnes qui n'étaient pas admissibles à recevoir une aide de la Main-d'Oeuvre et qui ne pouvaient pas aussi s'inscrire aux programmes de rattrapage scolaire organisés par le Collège communautaire local et pour pouvoir servir les besoins éducatifs des personnes particulières qui n'étaient acceptées nulle part ailleurs. L'école située au sous-sol d'une maison destinée à recevoir les familles en cas d'urgence, au centre de Toronto, devint un projet viable. La population étudiante adulte augmenta principalement parce que les étudiants s'en parlèrent plutôt qu'à la suite d'une publicité quelconque. Le Ministère de L'éducation de Toronto assumait la responsabilité financière pour payer les salaires des professeurs et les fournitures scolaires. Le Ministère Métropolitain des Services Sociaux payait les salaires du Coordonnateur et des conseillers ainsi que les dépenses occasionnées par les agencements physiques et les coûts des transports en commun pour les étudiants.

Cette entreprise coopérative a très bien fonctionné⁹ et a été copiée de nombreuses fois, partout à Toronto. La Commission scolaire de North York (un quartier au nord du Toronto Métropolitain) a maintenant quatre établissements communautaires qui enseignent aux adultes pendant le jour. Ces établissements sont le sous-sol d'une bibliothèque, un bâtiment scolaire qui a été loué à une organisation culturelle italienne - C.O.S.T.I. - pour ses programmes, un édifice de l'Ontario Housing (location-subvention) et un "Y.M.C.A.". Quand Fred Ryan, coordonnateur de la première école pour adultes à Toronto, s'aperçut que plusieurs étudiants passaient environ deux heures par jour dans les transports en commun juste pour se rendre à l'école, en venant de leurs domiciles situés à Scarborough (le quartier le plus à l'est du Toronto Métropolitain), il décida de chercher un emplacement à Scarborough. On choisit pour cadre une bibliothèque, et le conseil séparé du Toronto Métropolitain fournit un professeur. Quelques semaines plus tard, les gens vinrent à connaître cette initiative locale et le nombre d'étudiants devint trop important pour les locaux de cette bibliothèque. Il fallut alors déménager dans un endroit plus grand -- une salle de mission. Du personnel supplémentaire fut engagé.

Ces projets démarrent sur une petite échelle, ils ont une atmosphère ouverte, se trouvent dans des locaux communautaires plutôt que dans des écoles. Ils sont gratuits, font appel à l'aide de volontaires quand le besoin s'en fait sentir, et ils fournissent les jetons nécessaires pour les voitures de ramassage ou les autobus pour que les étudiants puissent assister à ces cours. Ils fonctionnent selon une politique de "porte ouverte". Les étudiants peuvent revenir s'ils quittent temporairement le programme. Celui qui est situé au centre ville de Toronto fonctionne à temps plein, toute l'année, d'autres fonctionnent à temps partiel -- par exemple seulement le matin. Pour les étudiants qui ont eu de mauvaises expériences à l'école, l'atmosphère plus détendue d'un local communautaire est un facteur important pour les motiver à s'améliorer. Les commissions scolaires désireuses de faire quelque chose pour les personnes adultes analphabètes ou semi-alphabètes devraient se souvenir de l'importance du cadre et de ses effets psychologiques sur les étudiants

potentiels. Une approche intégrée utilisant les ressources combinées de la communauté a une plus grande chance de succès qu'une commission scolaire travaillant par elle-même.

Bibliothèques

Les bibliothèques ont été mentionnées comme des endroits pour organiser des classes pour l'instruction de base des adultes. Que peut-on trouver comme endroit plus naturel pour faire connaître à quelqu'un les livres et les plaisirs que l'on peut obtenir grâce à la lecture?

Certaines bibliothèques, en plus d'offrir leurs installations, organisent leurs propres programmes, par exemple la bibliothèque publique de Regina, la bibliothèque située sur Parliament Street à Toronto. La première utilise les services d'adjoints à la bibliothèque pour enseigner aux adultes. La dernière utilise les services de volontaires.

Il est évident que toutes les bibliothèques n'ont pas, en fait, l'espace requis pour organiser des classes, mais il y a bien de nombreuses façons par lesquelles elles pourraient aider l'adulte analphabète et fonctionnellement analphabète.

Conseils pour améliorer l'instruction de base

Dans de nombreux endroits, on utilise des volontaires comme moniteurs pour l'instruction de base. Cependant, il existe des organisations qui sont complètement dirigées et dont tout le "personnel" est constitué de volontaires donnant une formation pour améliorer l'instruction de base. Ces organisations sont appelées des Conseils pour l'amélioration de l'instruction de base. Les Conseils pour l'amélioration de l'instruction de base sont affiliés avec "the National Affiliation for Literacy Advance"(NALA), une organisation-membre de Laubach Literacy Inc., qui a son siège social à Syracuse, New York. La méthode utilisée est celle qui a été développée par le Dr. Frank Laubach au cours des années 1930 et qui s'est depuis implantée dans 103 pays et en 312 langues. Cette méthode est basée sur le principe "chaque enseigne à quelqu'un". L'ensemble des livres utilisés est appelé "The New Streamlined English Series". Celui-ci est publié par New Readers Press, une autre division de Laubach Literacy Inc.

NALA offre une grande variété de services pour les projets volontaires d'instruction de base, incluant la formation et la certification de moniteurs volontaires selon la méthode de Laubach, fournissant des conseils pour l'organisation et l'administration des Conseils volontaires pour améliorer l'instruction de base, fournissant aussi des conseils en anglais, et tant que langue seconde, aux adultes ayant un niveau d'instruction inférieur, et ainsi de suite.

Au Canada, les premiers projets visant à améliorer l'instruction de base et utilisant la méthode Laubach ont été introduits en 1970 à New Germany, dans le comté Lunenburg, en Nouvelle-Écosse. Selon des informations en provenance de Halifax, d'autres conseils ou groupes de moniteurs ont existé ou existent à Truro, Liverpool, Antigonish, Stellarton, Gusborough et au Cap Breton. L'île du Prince Édouard possède un groupe de moniteurs formés à la méthode Laubach et une certaine formation à été récemment donnée à Saint John, au Nouveau Brunswick.

Deux des Conseils actifs sont situés dans de grandes régions urbaines, à savoir: Halifax et Hamilton. Puisque le moniteur volontaire et l'étudiant s'arrangent pour fixer leur propre lieu et moment de réunion, soit dans leurs propres maisons, soit dans un endroit acceptable pour les deux parties (un centre culturel, une bibliothèque ou une salle d'église etc ...), il semble que ce genre d'organisation soit le mieux approprié à un environnement urbain car c'est là qu'il y a le plus grand nombre de personnes qui ont besoin d'une

formation pour améliorer leur instruction de base et qu'il y a également un plus grand nombre de volontaires potentiels. De plus, l'accessibilité est moins un problème que dans les zones rurales. À l'automne 1975, Hamilton avait 123 étudiants recevant cet enseignement et Halifax en avait 80.

Literacy Volunteers of America

Une autre organisation ayant son siège social à Syracuse est la Literacy Volunteers of America, Inc. (LVA). Cette organisation a formé des volontaires dans des ateliers depuis 1962, et elle a publié entré autre matériel scolaire, trois brochures intitulées -- TUTOR, un manuel avec des instructions programmées étape par étape pour enseigner la lecture élémentaire; READ, instrument pour pouvoir évaluer comment un étudiant sait lire et LEADER, un manuel pour organiser, planifier et diriger un programme local d'enseignement. Quelques programmes canadiens composés de volontaires ont été formés par LVA et ont utilisé leur matériel scolaire avec beaucoup de succès.

Frontier College

Frontier College n'est pas un Collège ordinaire. À l'exception de son siège social (une maison transformée au cœur de Toronto), il n'a pas de campus ni de classes véritables. On n'y offre pas de cours pré-structurés, on n'y confère pas de diplômes, pourtant Frontier College a joué un rôle vital dans le développement des ressources humaines au Canada.

Fondé en 1899 par M. Alfred Fitzpatrick de Pictou, en Nouvelle-Écosse, le Collège commença à combattre les problèmes de l'analphabétisme, spécialement parmi les immigrants qui se trouvaient dans le Nord, dans les dates d'exploitation frontrière et de chemins de fer. Frontier College croyait fermement au principe que "l'instruction est la base du développement et que celle-ci ne peut se produire avec succès qu'entre des amis et des égaux".¹⁰

Pendant 76 ans, Frontier a envoyé, tous les ans au Canada, environ 100 jeunes Canadiens dans des villes minières, des sites de construction, des villages de pêcheurs, des entreprises d'exploitation forestière et des équipes travaillant sur les voies de chemin de fer dans les endroits éloignés. Les travailleurs sur le terrain sont appelés des professeurs-manoevres. Ils travaillent comme manoeuvres durant le jour et, sur une base volontaire, dans leur temps libre, organisent des activités pour améliorer l'instruction de base des adultes. Le succès de ces activités dépend des relations qui se sont établies entre les professeurs-manoevres et leurs camarades de travail. Les activités éducationnelles incluent non seulement une formation visant à améliorer les techniques de communication, mais aussi des activités de récréation et de temps libre, l'organisation de services de bibliothèques et de programmes audio-visuels ainsi que des conseils professionnels.

Autres programmes du secteur privé

Quelques particuliers, inquiets à propos des étudiants à "problèmes" et de ceux qui avaient abandonné le système scolaire ordinaire, ont créé leurs propres programmes qui ont été ultérieurement agrandis pour inclure des adultes ayant un bas niveau d'instruction quand le besoin s'en fit sentir. Deux programmes de ce genre comprennent le Reading Clinics (Laboratoires de Lecture) dirigé par Charles Craig dans Orillia et son district et le projet d'enseignement Radius à Saskatoon. Ces deux programmes entraînent le versement d'un droit.

Ateliers spéciaux

Un certain nombre d'agences et de personnes s'occupent de fournir des techniques d'instruction de base dans la cadre "d'ateliers spéciaux". Les endroits pour ces ateliers peuvent convenir à un groupe spécial de personnes, par exemple celles qui sont atteintes de paralysie cérébrale, ou celles qui

sont gravement retardées mentalement ou des personnes ayant un grand nombre d'handicaps -- mentaux, émotionnels et physiques. Ces programmes peuvent être fournis par des organisations provinciales, par l'initiative locale ou par des particuliers intéressés.

Résumé

De toute évidence, il n'existe pas qu'une seule méthode pour aider les adultes qui ont un bas niveau d'instruction à améliorer leurs possibilités. Certaines méthodes fonctionnent mieux que d'autres dans certains environnements. Certaines sont conçues pour combler les lacunes des systèmes conventionnels d'éducation, d'autres pour répondre à des besoins géographiques et à des conditions sociales particulières. Certaines méthodes ont réussi grâce à la perspicacité initiale et au travail acharné de quelques particuliers conscients des besoins et des problèmes, d'autres méthodes ont réussi grâce à une coopération collective et aux efforts d'un grand nombre de personnes.

Quoi qu'il en soit, nous sommes toujours confrontés avec le fait que c'est le Ministère de la Main-d'Oeuvre qui contrôle l'instruction de base des adultes au Canada. Cependant le paradoxe est qu'en termes de niveau d'instruction de base, les centres locaux de la Main-d'Oeuvre ne réfèrent pas, en général, les personnes qui ont besoin de ce genre de formation, aussi faut-il développer d'autres solutions. En termes de ressources humaines requises pour aider une personne analphabète, les coûts sont si élevés qu'il faut déployer de plus grands efforts pour utiliser des volontaires et pour créer une coopération accrue entre les agences.

Les organisations culturelles, les églises, l'industrie et les syndicats constituent quelques-unes des organisations participantes dans l'enseignement de l'anglais en tant que langue seconde. Quelques syndicats sont en train de développer des ateliers sur le système métrique. Au Canada, les possibilités et le désir sont là pour aider l'immigrant et l'anglophone ordinaire à s'adapter à leur environnement social actuel et/ou de travail. Est-ce que ces personnes ne pourraient pas, si elles percevaient clairement les dimensions du problème, aider aussi l'adulte né au Canada, de langue anglaise, analphabète ou fonctionnellement analphabète, en organisant pour lui des activités visant à améliorer le niveau d'instruction de base afin de satisfaire leurs besoins?

Caractéristiques de ces programmes

1. Nouveauté. -- La plupart des programmes existants ont été créés au cours des 10 dernières années, et particulièrement depuis 1970. Ainsi, on est maintenant plus au courant du fait qu'il existe dans la société canadienne des adultes qui ont besoin de techniques visant à améliorer leur niveau d'instruction et qui ont besoin d'une instruction de base.

2. Sources de l'origine -- Dans les institutions d'éducation, les programmes EBA ont été ordinairement offerts à la suite d'initiatives et de directives gouvernementales. Toutefois, le stimulus pour la plupart de ces programmes venait des références des agences sociales combinées avec les efforts de particuliers ayant une conscience sociale qui voyaient des besoins insatisfaits et décidaient alors de faire quelque chose pour y remédier.

3. Système de référence pour les étudiants. -- Il n'est donc pas surprenant d'apprendre que la plupart des étudiants viennent assister à ces programmes, envoyés par les agences sociales et par des conseillers. Une autre source importante d'information et de référence est constituée par les étudiants eux-mêmes. Celles-ci, transmises de bouche à oreille chez les étudiants, leurs amis et leurs familles, fournissent éventuellement plus de personnes désireuses d'apprendre.

4. Listes d'attente. -- De nombreux programmes ont indiqué qu'il y avait des listes d'attente.

5. Âge des étudiants. -- Pour les programmes visités, l'âge des étudiants variait de 14 à 78 ans. Ceci renforçait un principe répété par les éducateurs des adultes que les gens sont capables d'apprendre à tout âge. Cependant l'âge moyen avait tendance à se trouver entre 20 et 44 ans. Au cours des dernières années, une tendance des programmes organisés par les services de la Main-d'Oeuvre a été de réduire la moyenne d'âge des étudiants qui est maintenant dans la première moitié de la vingtaine. Dans les programmes non organisés par les services de la Main-d'Oeuvre, l'âge moyen est plus élevé. Cependant, des programmes sont en fait organisés pour la population plus jeune, mais il faut se rappeler que les informations fournies, par le recensement ont révélé que le plus grand besoin potentiel se trouvait dans la population plus âgée.

6. Locaux -- La plupart des programmes sont organisés dans des endroits communautaires, même ceux apparentés avec les Collèges communautaires. Les édifices utilisés comprennent de vieux entrepôts, le deuxième étage d'édifices sans ascenseur, les sous-sols d'église, les écoles abandonnées, des bibliothèques, des centres multiculturels et, dans le cas des programmes un pour un, le domicile soit du moniteur soit de l'étudiant.

7. Contenu des programmes. -- On s'est rendu compte que les programmes dont le contenu était en rapport avec les besoins des étudiants avaient plus de succès que ceux qui visaient uniquement le rattrapage scolaire en soi. L'introduction de techniques vivantes dans les programmes à temps complet d'instruction de base pour les adultes a constitué une innovation importante.

8. Rapport personnel enseignant/étudiants -- Dans les programmes organisés par les services de la Main-d'Oeuvre, il est rare de trouver des rapports inférieurs à 1 pour 10 entre le nombre des professeurs et des étudiants. On indique parfois que dans certaines classes de niveau d'instruction de base CPFP, les rapports atteignent parfois 1 pour 17. Ceci est bien trop élevé. L'évidence suggère que le rapport idéal pour un cadre d'enseignement de groupe ne doit pas dépasser 1 pour 5. Tant que le travail scolaire sera individualisé et que les Canadiens de naissance auront besoin d'une formation pour améliorer leur niveau d'instruction et qu'ils auront souvent des problèmes d'attitudes et des blocs psychologiques à surmonter, il sera impératif d'avoir de faibles rapports entre le nombre de professeurs et d'étudiants. Le succès des programmes de cours particuliers, un professeur pour un étudiant, témoigne de ce fait et certains programmes institutionnels commencent à utiliser des volontaires pour qu'ils puissent aider en tant que moniteurs.

Les instructeurs

Sur 23 interviews faites auprès d'administrateurs, la plupart d'entre eux ont souligné que les qualités personnelles étaient les plus importantes lors de la sélection des instructeurs. Dans de nombreux cas, naturellement, les qualifications académiques et d'enseignement sont requises, mais les qualités personnelles constituent le facteur décisif de sélection.

Parmi les qualités recherchées, il y a: la sympathie, la compassion, la sensibilité, la patience, l'engagement, la maturité, l'indépendance, la souplesse, la créativité, une conscience sociale, l'initiative, le sens de l'humour, le désir d'apprendre et la volonté de s'améliorer.

Les étudiants

Qu'est-ce qui incite les étudiants à participer aux classes et aux programmes? Voici quelques-unes des réponses: "en avoir assez d'être stupide"; "voulait un meilleur emploi"; "voulait se perfectionner"; "j'étais comme un aveugle -- je ne savais pas lire"; "je voulais aider mes enfants à faire leur devoirs".

Quels emplois occupaient certains de ces étudiants avant de s'inscrire à ces programmes? Un grand nombre occupait des emplois du genre nettoyeurs, laveurs de voitures, conducteurs, travailleurs dans des restaurants ou dans des hôtels, ou aidaient des travailleurs qualifiés comme des soudeurs. La plupart recevaient des allocations du bien-être social. Certains étaient d'anciens détenus, ex-détenus, sur parole, libérés sous surveillance. D'autres restaient à la maison, "ils devenaient fous à regarder la télévision et à rester entre quatre murs"! Un grand nombre de personnes n'avait rien à dire, ce qui tend ainsi à confirmer l'image de personnes retirées ayant une piètre image d'elles-mêmes.

Ces déclarations donnent un aperçu d'une minorité motivée. On ne peut que s'étonner des pensées et sentiments de la "majorité" silencieuse!

Différences régionales dans les programmes

Dans un pays aussi étendu que le Canada, qui a des régions géographiques, des antécédents socio-économiques très différents et douze juridictions scolaire, on doit nécessairement trouver des différences dans les façons de procéder pour fournir des programmes EBA et pour organiser les activités visant à améliorer l'instruction de base. En règle générale, on trouve plus de personnes, dans l'Est que dans l'Ouest canadien, avec un bas niveau d'instruction, qui participent aux programmes organisés par les services de la Main-d'Oeuvre. Dans l'Est aussi, des programmes tels que celui de F.P.E. ont tendance à durer plus longtemps que dans l'Ouest et les rapports entre le nombre d'étudiants et celui des moniteurs sont plus bas. Les programmes saisonniers de rattrapage scolaire ont été décrits comme "du bien-être déguisé". Des facteurs géographiques et économiques affectent évidemment les programmes de formation. On peut se demander toutefois ce qui serait fait ou fourni en matière de EBA et d'activités pour améliorer l'instruction de base si le Gouvernement Fédéral n'y participait pas. Quelques-unes des solutions ont été identifiées mais ce sont des petits efforts locaux pour la plupart à l'exception peut-être du mouvement Laubach.

En ce qui concerne le nombre de programmes offerts comme autres solutions, il y en a plus en Ontario que partout ailleurs au Canada anglophone. Ceci est dû en partie à la décentralisation de l'éducation des adultes en Ontario comparé à la centralisation dans certaines autres Provinces.

La Nouvelle-Écosse est une Province qui combine un heureux mélange de programmes organisés par des volontaires et de programmes subventionnés par le gouvernement. Dès le début des programmes d'enseignement Laubach, le Ministère provincial de l'Éducation permanente a assumé la responsabilité de la fourniture de matériel scolaire aux étudiants et aux moniteurs. Il a aussi fourni son aide à quelques ateliers de formation des moniteurs. Malgré cet engagement financier, le mouvement reste un mouvement de volontaires. Deuxièmement, des classes du niveau de l'instruction de base organisées par certaines commissions scolaires utilisent aussi des volontaires pour aider à l'enseignement. Ces programmes sont en supplément de ceux qui sont ordinairement organisés par les services de la Main-d'Oeuvre.

À l'avenir, une des régions les plus intéressantes devrait être la Saskatchewan. Dans cette Province, l'introduction des collèges communautaires est fondée sur l'idée de mettre les programmes au service des gens (par opposition à la conception plus traditionnelle en matière d'éducation qui consiste à diriger les gens vers les programmes). Ce genre de collèges offre de très grandes possibilités pour l'EBA et pour l'instruction de base. La décentralisation et l'adaptabilité de ces collèges permettent d'obtenir une très grande souplesse pour pouvoir répondre aux besoins locaux en matière d'éducation.

Un autre aspect de l'instruction de base des adultes qui varie partout au Canada, est la préparation pour et l'utilisation de G.E.D.¹¹ Il est utilisé

maintenant dans au moins sept Provinces et a des implications pour les programmes de rattrapage scolaire, selon lesquelles on se demande s'il faut attacher de l'importance au contenu scolaire et aux normes ou au contraire faire porter les efforts de centralisation sur les potentialités et sur les compétences. Certaines Provinces préparent activement les étudiants à passer ces tests. Ils fournissent ainsi des moyens rapides pour réussir mais les étudiants peuvent être handicapés dans l'avenir quand ils auront besoin de compétences particulières.

Questions et problèmes

On a porté très peu d'attention au problème de l'analphabétisme fonctionnel au Canada. Dans ce pays, un grand nombre de personnes travaillant dans le domaine de l'instruction de base ont eu l'impression d'être isolées et laissées seules pour se débattre avec ce problème au mieux de leurs capacités. Le désir de savoir ce qui se passait au Canada et généralement dans le domaine de l'instruction de base a été très fort. Dans le passé, nous avons reçu des informations qui nous ont permis de savoir qu'au Canada ce qui était le plus important pour une planification future du travail en matière d'instruction de base se trouvait dans le domaine de l'évaluation de l'ampleur du problème et de ce qui devait être entrepris actuellement pour le combattre. Le projet entrepris par le Monde de l'instruction de base a constitué un point de départ dans ce sens. Il reste toutefois encore beaucoup à faire.

On peut résumer les problèmes courants de ceux qui travaillent dans le domaine canadien de l'EBA de la manière suivante:

1. Niveau d'instruction de base fonctionnel pour tous les Canadiens, sans égard au sexe, à l'âge ou au lieu de résidence.
2. Élimination du stigmate et de la honte attachés à l'analphabétisme dans notre société.
3. Identification de ceux qui ont besoin d'une formation en matière d'instruction de base.
4. Une diversité d'activités "d'extension" et d'activités communautaires pour fournir les services et l'aide nécessaires.
5. Problèmes de financement et de consolidation de dettes pour les programmes qui ne reçoivent pas d'aide du Gouvernement Fédéral ou des Gouvernements Provinciaux . Les problèmes de répartition des fonds dans les programmes de l'EBA au sein des grandes institutions d'enseignement.
6. Une amélioration des communications entre ceux qui travaillent sur le terrain.
7. La développement de programmes qui incluent et sont intéressés à l'ensemble de la personne humaine plutôt que des programmes qui visent juste à satisfaire un besoin scolaire limité.
8. Le développement de matériel éducatif pour adultes, intéressant et utilisant un vocabulaire simple avec un contenu comédien.
9. Un développement plus professionnel et des occasions de formation pour ceux qui participent à l'EBA, spécialement dans le domaine des relations publiques et de celui des aptitudes interpersonnelles.
10. Des rapports plus bas et plus réalistes pour ceux qui participent aux programmes EBA avec les étudiants qui ont les niveaux d'instruction les plus bas. Plus de volontaires et de conseillers pour aider à ce niveau-là.
11. La déclin des notes scolaires qui va créer un fardeau supplémentaire sur les programmes de rattrapage scolaire pour adultes.
12. Une augmentation de la visibilité et une prise de conscience de tout le problème.

Des domaines supplémentaires d'enquête et de recherche pourraient inclure:

1. Le développement d'indicateurs ou de mesures plus appropriées pour évaluer

le degré d'instruction de base fonctionnel de la population adulte que celui du niveau de scolarité.

(Si l'on veut incorporer un dispositif quelconque de mesure dans le recensement à des fins statistiques, il faut s'y préparer dès maintenant pour le recensement de 1991. Les questions soulevées pour l'inclusion dans le recensement de 1981 ont toutes été réglées vers la fin de 1975.)

2. Documentation des activités pour améliorer l'instruction de base qui sont entreprises au Canada français.
3. La nature des activités pour améliorer l'instruction de base parmi les populations autochtones. Après de certains peuples, il existe un conflit pour essayer de développer les formes écrites des langues autochtones. On rencontre aussi des types particuliers de problèmes en enseignement une des langues officielles à la population autochtone. Dans quelle mesure cela est-il comparable ou différent des classes d'anglais en tant que langue seconde pour les nouveaux Canadiens?
4. Documentation des préoccupations et des problèmes rencontrés avec le double analphabétisme -- un phénomène en cours d'augmentation auprès de ceux qui participent aux classes d'anglais en tant que langue seconde.
5. Le rôle des média d'information pour atteindre la population visée, particulièrement la télévision et la radio.
6. Les effets de l'analphabétisme fonctionnel sur toute la vie d'une personne et sur son propre développement. Comment une personne réussit-elle à s'entendre avec les autres? Quels besoins particuliers sont refoulés par suite de cet handicap?
7. Les effets de l'apprentissage sur une personne analphabète. Quand quelqu'un apprend, il devient impliqué dans un processus de croissance qui peut changer son milieu social et son cadre de vie.
8. Le rôle des agences et des conseillers référence qui très souvent détermine le sort des soi-disants étudiants.
9. Le rapport entre les taux de criminalité et l'analphabétisme.

Situation de l'instruction de base au Canada - Rétrospective et Perspective

D'après le recensement de 1971, nous avons vu que le (la) Canadien (ne) type qui avait besoin de l'EBA avait la cinquantaine; pourtant, dans tous les programmes que nous avons visités, c'était la population plus jeune qui prédominait, spécialement dans les programmes organisés par les services de la Main-d'Oeuvre. Considérant l'attitude de cette dernière, eu égard à la formation comme un moyen d'obtenir un emploi, et comme le taux de chômage des jeunes est élevé, en termes de budgets et de priorités, on peut comprendre pourquoi on a fait porter l'effort sur les jeunes mais est-ce que cela veut dire que l'on ne doit pas aussi s'occuper de la population âgée? Est-ce que c'est de leur faute si les gens âgés n'ont pas saisi les chances de s'instruire, ou qu'ils ont eu de mauvaises expériences scolaires ou qu'il ont eu une incapacité particulière d'apprendre ou son problème de perception qui n'a pas été détecté à l'école élémentaire? Comment peut-on les aider à surmonter le sentiment de honte et le stigmate qui sont attachés à ceux qui ne savent ni lire ni écrire?

Trente-sept pour cent de la population adulte non scolaire (âgée de plus de 15 ans) n'a pas un niveau de scolarité supérieur à l'école élémentaire. Sept pour cent ou juste un peu moins d'un million de personnes n'ont pas un niveau de scolarité supérieur à la 4^e année. Nous avons vu que, statistiquement, la situation s'était un peu améliorée depuis 1961. Nous avons vu aussi qu'on plus grand nombre de programmes EBA et d'activités pour améliorer l'instruction de base avaient été organisés au cours des sept dernières années en réponse aux besoins qui se sont manifestés. Ce sont les débuts de bons systèmes scolaires pour l'instruction de base des adultes; est-ce qu'ils vont assez loin? Est-ce que tout le monde connaît leur existence? Peut-on mieux en profiter et mieux les utiliser? Dans des périodes de difficultés financières, on devrait déployer plus d'activités pour augmenter le partage de l'information et coopérer pour utiliser efficacement les ressources existantes. Voulons-nous vraiment aider

les désavantagés, ou voulons-nous tout simplement faire des efforts symboliques pour apaiser notre conscience?

Quel pourcentage des adultes de la population visée pourrait être convaincu de profiter de l'EBA et des activités pour améliorer l'instruction de base s'il se rendait compte qu'ils ne sont pas les seuls à avoir ce problème? Comment pourrions-nous faire face à la demande, en réalité le pourrions-nous?

La plupart du temps, les coûts pour l'éducation sont très élevés. Ils sont même bien plus élevés pour un étudiant de l'EBA à cause de la nécessité d'avoir un rapport plus bas entre le nombre d'étudiants et celui du personnel enseignant. De plus, les services d'assistance qui sont nécessaires peuvent être coûteux en termes humains ainsi que monétaires. Essentiellement au Canada, la population qui a besoin d'une formation visant à améliorer l'instruction de base requiert une attention spéciale, plutôt qu'une population nombreuse qui n'a pas eu ou très peu de formation visant à améliorer son instruction de base et de l'EBA, comme c'est le cas dans le Tiers Monde.

On a découvert, par expérience, dans les autres pays que les meilleurs professeurs pour la formation en matière d'instruction de base étaient des non-professionnels. La méthode "Chacun enseigne à quelqu'un" et l'utilisation de volontaires comme moniteurs au Canada ont confirmé le fait que des maîtresses de maison, des étudiants, des personnes à la retraite, des personnes ayant différents métiers peuvent être utilisés efficacement pour la formation en matière d'instruction de base. Pourquoi ne peut-on pas mieux capitaliser et utiliser cette source d'énergie humaine? Les coûts en seraient réduits. Un moniteur volontaire peut aider à augmenter la confiance et le moral d'une personne et aider à améliorer ses capacités de lecture jusqu'au point où l'étudiant peut se sentir éventuellement prêt à continuer son apprentissage dans une autre situation - un groupe d'études, du cours du soir dans un collège communautaire ou une commission scolaire, ou par correspondance. Une fois que les gens ont compris qu'ils peuvent apprendre, qu'ils ne sont pas des "imbéciles", ils peuvent alors commencer à prendre en charge leur propre destinée.

Les agences sociales et les infirmières dans des établissements de santé publique sont peut-être parmi les personnes les mieux placées pour déceler les personnes qui sont analphabètes. Elles peuvent alors entrer en contact avec la commission scolaire locale ou le centre d'information communautaire pour savoir ce qu'il y a de disponible. Cela nécessite seulement un peu d'initiative et un véritable désir d'aider les autres. Un exemple de la façon dont cela peut marcher a été porté à l'attention de l'auteur. Une infirmière d'un établissement de santé publique qui visitait un appartement de l'Ontario Housing s'aperçut qu'une mère de 26 ans, seule avec trois enfants, n'était pas capable de lire les notes rapportées à la maison par sa fille qui était en 1ère année. Après s'être renseignée elle apprit que des classes pour l'instruction de base étaient organisées par la Commission scolaire locale et elle s'organisa pour que cette mère puisse y assister. Il fallut trouver quelqu'un pour garder les enfants. Un groupe de l'église du quartier fut contacté et une jeune personne se porta volontaire pour garder les enfants. Un étudiant d'un collège communautaire local, comme partie du travail qu'il devait effectuer en pratique, vint une ou deux fois par semaine pour faire lire cette mère. Ce cas donne une certaine idée des processus et de l'aide humaine qui sont parfois nécessaires pour venir en aide à une personne. Il semble que la coopération soit le facteur primordial.

Il faut que les commissions scolaires soient reliées aux ressources de la communauté. Il y a de nombreuses personnes qui sont intéressées et qui veulent aider, mais elles doivent se rendre compte que le candidat potentiel doit être contacté par d'autres moyens que par une annonce dans une brochure ou un dépliant où l'information essentielle sera vraisemblablement perdue parmi une pléthore d'autres cours qui y sont offerts. Un effort de publicité concentrée serait nécessaire, en utilisant tous les chemins et les médias au mieux de leurs possibilités. Les expériences de NewStart ont montré qu'un grand nombre de

personnes ignoraient quels étaient les services dont elles pouvaient bénéficier, et qu'elles n'établissaient pas la relation entre les services offerts, quand elles les connaissaient et l'usage qu'elles pouvaient en faire elle-mêmes. Depuis longtemps, elles ne participaient plus à la vie courante. Un effort du publicité concerté aiderait les étudiants potentiels à se rendre compte qu'ils ne sont pas les seuls à avoir leurs problèmes, que lire peut être agréable et qu'ils peuvent obtenir de l'aide.

Les limitations des programmes payés par les services de la Main-d'Oeuvre excluent un grand nombre de personnes. Est-ce que le Canada est prêt pour un programme offrant le Droit à la Lecture (Right to Read)? On peut apprendre par les expériences faites aux É.-U. et au Royaume-Uni. Les É.-U. ont commencé un programme du Droit à la Lecture en 1971, visant à faire disparaître complètement l'analphabétisme en 1980. Le Royaume-Uni a commencé une campagne en 1973. Son objectif est de réduire d'une manière considérable l'analphabétisme pour 1985. On pourrait adapter aux goûts nord-américains la méthode des médias utilisés par la BBC. Nous pourrions, en même temps, profiter de l'expérience américaine en ce qui concerne l'organisation et l'administration puisque le Canada est plus semblable aux É.-U. qu'au Royaume-Uni en ce qui concerne sa taille et son système fédéral d'États.

Une campagne nationale ou des directives provenant du Gouvernement Fédéral aiderait à augmenter la visibilité du problème et permettrait de faire le nécessaire pour rendre les gens conscients de problème. Il ne tiendrait plus alors qu'aux Provinces individuelles ou à quelques autres organisations non gouvernementales de prendre en charge le défi de l'exécution au niveau local, avec le support renforcé de la presse, des médias, des bibliothèques, des écoles et des agences communautaires. Les taux d'analphabétisme au Canada sont plus élevés que ceux existants aux É.-U. et au Royaume-Uni. Un programme offrant le Droit à la Lecture représenterait pour ce pays un défi difficile mais passionnant.

Un mot d'explication, de peur que certains pensent que le Canada ne pourrait pas faire face à une population trop instruite! Un grand nombre de personnes qui désirent lire, le font pour réaliser certains objectifs très simples - pour pouvoir préparer les repas familiaux avec plus d'imagination (en lisant des recettes de cuisine jusqu'à présent inconnues); pour aider leurs enfants à faire leurs devoirs à la maison, pour lire des épures au travail; pour lire pour le plaisir; pour tenir les comptes de la ferme, etc.

Est-ce que ces objectifs ne doivent pas être réalisés?

Notes de référence:

¹ Ce sont quelques-unes des rubriques et des chiffres qui ont été cités quand les résultats de l'étude sur le niveau de performance des adultes, menée par une équipe sous la direction du Dr. Norvell Northcutt de l'université du Texas, a été publiée en 1975. Voir par exemple: le Toronto Star, du 29 octobre 1975 et The Kappan, janvier 1976, Page 355.

² Edith Adamson, "Measuring the Need for Adult Basic Education," Continuous Learning, Vol. V, no. 3 (mai-juin, 1966), pages 115- 126.

³ Ian Morisson, Executive Director, CAAE, "Who's Literate?" Globe and Mail, le 11 mars 1975.

⁴ L'étude sur le niveau de performance des adultes a déjà été mentionné. Voir aussi: Thomas Sticht, Reading for Working: A Functional Literacy Anthology, (Alexandria, Virginia: Human Resources Organisation, 1975).

⁵ La population active est obtenue en combinant tous les non-détenus de 15 ans et plus qui, au cours de la semaine avant le recensement, travaillaient pour gagner un salaire ou faire des bénéfiques, ou travaillaient sans être payés pour leurs familles, ou cherchaient un travail, ou avaient un travail duquel ils avaient été temporairement congédiés, ou étaient absents parce qu'ils étaient malades en vacances, ou en grève etc. Étaient exclus ceux qui avaient seulement des activités de participation au travail sur une base volontaire ou faisaient des travaux chez eux. Étaient aussi exclues les femmes travaillant dans une ferme qui indiquaient qu'elles travaillaient sans être payées dans une ferme familiale moins de 20 heures, et les détenus des institutions pénitentiaires.

⁶ Le taux de participation pour une région, un groupe ou une catégorie quelconque est normalement le pourcentage de la population active totale que forme la population totale de 15 ans et plus dans cette région, groupe ou catégorie.

⁷ Le taux de chômage pour une région, un groupe ou une catégorie quelconque est ordinairement le pourcentage de la population en chômage que forme la population active totale dans cette région, groupe ou catégorie. Les chômeurs ~~se~~ composent de tous les non-détenus de 15 ans et plus qui, durant la semaine précédant le recensement, ne travaillaient pas, ou cherchaient un travail ou étaient temporairement congédiés.

⁸ Training 75, Vol no. 2 (Automne, 1975), p.45.

⁹ Pour obtenir une description plus détaillée du projet, voir Ethel Anderson et Elizabeth Woeller, "An Adult Basic Education Program in a Community Setting", Literacy Discussion, Vol V, no. 2 (été 1974), pages 211-225.

¹⁰ À partir d'un dépliant 76 Years Old and Still Sweating on the Frontier, distribué à la conférence et à la réunion annuelle de Frontier College en 1976.

¹¹ GED - General Educational Development Testing Program.

Conférence sur l'instruction de base des adultes

Du lundi 3 mai au mercredi 5 mai 1976

Toronto

Objectifs de la Conférence

1. Augmenter la visibilité de la nature et du problème de l'analphabétisme fonctionnel au Canada.
2. Partager les expériences acquises sur le terrain dans le domaine de l'instruction de base des adultes et des travaux visant à améliorer le niveau de l'instruction de base au Canada.
3. Améliorer la prise de conscience relativement aux solutions existantes par rapport aux programmes conventionnels en vigueur au Canada.
4. Considérer les rôles des organisations gouvernementales telles que le Ministère de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration pour le développement de l'instruction de base pour les adultes.
5. Rendre les Canadiens plus sensibles aux problèmes et aux développements internationaux dans le domaine de l'instruction de base.
6. Discuter des priorités pour planifier à l'avenir les activités pour améliorer l'instruction de base au Canada.
7. Faire des recommandations spécifiques pour la relance.

WORLD LITERACY OF CANADA

Avec la coopération de:

L'Association Canadienne pour l'éducation des Adultes

Conseil International pour l'éducation des Adultes

Ministère de l'éducation des Adultes, Institut Ontarien pour les recherches en éducation
(Ontario Institute for Studies in Education)

140 délégués venues de le Canada ont assisté à la conférence de trois jours tenus à l'Institut de l'Ontario pour les recherches en éducation (Ontario Institute for Studies in Education). Les personnes qui y ont assisté étaient du personnel gouvernemental, des coordonnateurs et maîtres-assistants participants aux programmes institutionnels de l'EBA, des volontaires en matière d'instruction de base, de personnel des commissions scolaires et maîtres-assistants, des bibliothécaires, des éditeurs, des étudiants, des représentants d'organisations non-gouvernementales, des universitaires et des particuliers intéressés.

Dans les assemblées plénières:

Les principaux thèmes qui ont dominé et ont été discutés à maintes reprises, tout au cours de cette conférence, ont été les suivants:

1. L'importance des décisions politiques; la volonté politique nécessaires pour réussir des efforts nationaux en matière d'instruction de base.
2. L'importance de la coopération entre les différents niveaux de gouvernements, les différents ministères gouvernementaux et entre le gouvernement et les organisations non-gouvernementales et les efforts des volontaires.
3. La développement d'une bonne infrastructure pour les services d'assistance et les fournitures pour les activités visant à améliorer l'instruction de base/l'EBA.
4. L'instruction de base fonctionnelle est appliquée aux aptitudes permettant de résoudre des problèmes qu'une personne a besoin de connaître pour pouvoir "fonctionner" au sien de sa société.
5. Bien que la transmissibilité soit limitée, le Canada peut apprendre et bénéficier de l'expérience des autres pays et choisir les aspects qui conviennent à sa propre situation,
6. Les aptitudes de base dépassent de loin la simple maîtrise des média imprimés.
7. Au Canada, des travaux innovateurs ont été effectués par l'EBA, mais il existe un vide dans le réseau de communications. Les personnes travaillant sur le terrain ont été isolées et ne sont pas au courant de ce qui se passe.
8. Le Canada a un problème, mais il a été long à le reconnaître, ou à faire quelque chose d'appréciable sur une grande échelle.

Discussions en petits groupes:

Ces groupes se sont rencontrés chaque jour après les assemblées plénières principales. On leur demanda de se concentrer sur les questions principales et de formuler des recommandations pour l'assemblée plénière finale.

Il devint bientôt évident que les deux principales questions existant au Canada étaient le besoin d'établir un réseau national de communications/une organisation pour donner une impulsion à l'EBA Canadienne et aux activités visant à améliorer l'instruction de base; et le besoin d'améliorer la visibilité et de rendre les gens, au niveau de l'ensemble du pays, conscients des questions et des problèmes de l'EBA au Canada. On reconnaissait que dans une telle organisation, la base devrais être fortement représentée et qu'une organisation non-gouvernementale était la mieux appropriée pour tenir ce rôle. Au niveau des gens intéressés par les problèmes pratiques, sur le terrain, il y avait certaines inquiétudes en ce qui concerne les façons d'enseigner et les fournitures.

Recommandations classés par ordre d'importance

1. Former au Canada une organisation coordinatrice chargée de développer et de maintenir un réseau de communications pour l'EBA et les activités visant à améliorer l'instruction de base .
2. Deux recommandations jugées d'égale importance venaient en seconde place

à savoir:

- (a) Que l'esprit essentiel et les résolutions de la conférence soient entretenus et conservés dans un mouvement national .
 - (b) Qu'il y ait une prise de conscience nationale accrue en ce qui concerne les questions de l'instruction de base des adultes.
3. Que l'on développe un contenu canadien au matériel d'instruction utilisé par l'EBA.

A. Recommandations relatives à l'activité des organisations nationales
(Classées par importance)

1. Fournir une information sur la formation pour l'instruction de base, les ressources, les programmes, les contacts, etc..
2. Coordonner la situation de l'instruction de base et la situation de l'EBA au Canada.
3. Développer un bulletin sur l'instruction de base canadienne et sur l'EBA.
4. Aider à la publication du jour international de l'instruction de base (8 septembre)
5. Développer et tenir des conférences nationales.
6. Faire des déclarations aux média d'information.

B. Recommandations relatives à l'augmentation de la prise de conscience nationale.
(classées par importance)

1. Que le Droit à la Lecture soit réaffirmé et que les autorités éducationnelles, à tous les niveaux, l'appliquent.
2. Que l'instruction de base implique plus que savoir lire, écrire et compter.
3. Que l'on utilise intensément tous les média d'information pour atteindre le groupe visé (étudiants potentiels)
4. Que des cibles influentes soient identifiées pour attirer l'attention sur les problèmes et les questions (d'instruction de base/de l'EBA au Canada).
5. Qu'une politique nationale en matière de base soit accepté.
6. Que les autres organisations et groupes qui seraient affectés par, ou pourraient contribuer à, une campagne nationale, participent.
7. Que l'attention soit attirée vers les exigences "de trop grande certification" demandées par le monde des affaires et de l'industrie.
8. Qu'une déclaration de conférence soit faite , comparable à la Déclaration de Persépolis, mais en faisant porter l'essentiel sur la situation canadienne.
9. Que l'on reconnaisse les autres types d'instruction de base (par ex. l'instruction visuelle de base).
10. Que les Gouvernements soient alertes par la crise imminente du papier.

C. Recommandations relatives aux méthodes d'enseignement (classées par importance)

1. Que l'on mette l'accent sur la méthode humaniste.
2. Que l'on mette l'accent sur les compétences plutôt que sur les niveaux d'instruction.
3. Que l'on développe du matériel d'éducation ayant un plus grand contenu canadien.
4. Que l'on mette plus d'accent sur une formation périodique dans les programmes de la Main-d'Oeuvre.
5. Qu'il y ait une plus grande formation des professeurs.
6. Que les diplômés des programmes d'instruction de base y participent.
7. Que les volontaires soient utilisés à bon escient, mais non pas exploités.
8. Qu'il y ait plus de travail sur tous les aspects de l'évaluation.
9. Que l'ensemble de la famille soit impliqué dans les programmes.
10. Que l'on effectue plus de recherches sur l'EBA et sur l'instruction de base.

Extraits et citations de quelques-unes des assemblées plénières

L'espèce humaine trouve qu'il est plus facile d'effectuer des exploits perfectionnés et techniques tels qu'envoyer un homme sur la lune plutôt que de résoudre les problèmes relatifs à l'analphabétisme et de donner une instruction de base aux adultes du tiers de la population adulte mondiale qui en a besoin.

John Cairns

L'analphabétisme des adultes: Un défi universel

La conférence de Persépolis, tenue en septembre 1975, a été saluée par l'UNESCO comme un point tournant dans la lutte contre l'analphabétisme... Ce fut un combat d'idées. Le problème de l'analphabétisme est devenu la question principale dans notre monde actuel -- développement, relations humaines et progrès social. On se rendit compte que dans ce domaine personne ne pouvait donner de leçons à personne. Il faut que les solutions soient endogènes, c'est-à-dire qu'elles viennent des gens eux-mêmes dans leur propre cadre de vie.

Pendant quelques temps sur la scène internationale, et par suite de la difficulté qu'il y avait à traduire "fonctionnel" dans le concept de "l'instruction de base fonctionnelle" le terme en vint à signifier "instruction de base orientée vers le travail" ce qui en limitait le concept à un effort économique étroit. Il s'est écoulé du temps pour que le concept d'instruction de base fonctionnelle soit appliqué seulement aux aptitudes à résoudre des problèmes et aux relations interpersonnelles. L'enseignement de la lecture, de l'écriture et du calcul ne sert à rien s'il n'est pas orienté pour permettre de résoudre les problèmes que les gens rencontrent.

Les conclusions de la conférence furent incorporées dans la Déclaration de Persépolis qui fut unanimement approuvée par Les délégués. La Déclaration est considérée comme un document utile pour les révisions et les nouveaux efforts en matière de travail d'instruction de base, un point tournant en matière d'instruction de base. En même temps, cela n'aura aucune conséquence si elle n'inspire pas les personnes, ni travaillent sur le terrain pour effectuer leur travail.

Léon Bataille

Ce que la British Broadcasting Corporation est en train de faire, c'est de permettre aux adultes qui ont besoin d'aide de progresser. La BBC peut attaquer le sens de la gêne, honte et ignorance qui constituent des entraves pour les gens désirant apprendre. Le sens de l'isolation et de l'ignorance -- c'est-à-dire le fait de ne pas savoir que les autres ont les mêmes problèmes est réellement renversant.

À l'heure actuelle, les résultats sont les suivants -- dans les 7 premiers mois du projet, 60,000 étudiants se sont inscrits. Si l'on procède par extrapolation, on s'attend à avoir 100,000 étudiants vers la fin de 1976 et 250,000 vers la fin d'une période de trois ans. Il y a au 80,000 volontaires qui se sont proposés.

David Hargreaves

"The State of the Art" considère les études et les documents relatifs à l'EBA et à l'instruction de base au niveau global et aux niveaux sur le terrain. Les conseils utiles suivants sont apparus au niveau "micro":

1. Il faut que l'enseignement soit fait dans la langue maternelle.
2. Les gens peuvent apprendre à tout âge.
3. Les professeurs qui enseignent l'instruction de base sont souvent bien plus efficaces quand ils proviennent du même milieu socio-économique que les étudiants.
4. En ce qui concerne la motivation, la méthode consiste à essayer de trouver

les façons qui déterminent l'intérêt des gens pour qu'ils puissent se motiver eux-mêmes. La question de méthode devient moins importante quand les gens sont motivés. La méthode devient plus importants quand la motivation intrinsèque est absente.

5. Les méthodes varient en fonction des langues enseignées. Il n'existe pas une méthode qui soit tellement supérieure qu'elle devrait être utilisée exclusivement.

Budd L. Hall

Facteurs qui peuvent être importants dans un bon programme EBA pour le Canada

<u>Facteurs</u>	<u>Évaluation courante</u>	<u>Pays desquels nous pouvons apprendre</u>
1. Engagement national	passable/médiocre	É.-U. et R.-U.
2. Organisation cohérente et soutenue des efforts	passable/médiocre	Brésil et Tanzanie
3. Développement linguistique (outils pour le langage)	bon/passable	Somalie, France et Allemagne
4. Méthodes appropriées pour l'instruction	bon/passable	Nous-mêmes
5. Infrastructure de support et système d'éducation	bon/passable	R.-U., Brésil, Appalaches, É.-U.
6. Aide sociale pour la famille et la communauté qui apprennent	passable/médiocre	Inde, URSS
7. Récompenses/encouragements et/ou reconnaissance des résultats obtenus	passable/médiocre	URSS
8. Évaluation des progrès	passable/médiocre	Brésil et Iran

La modestie et l'humilité ne doivent pas conduire à la paralysie -- empêchant ainsi de faire le travail.

J. Roby Kidd

..."...Ce que nous avons besoin d'apprendre à un moment donné de notre vie, c'est un groupe de langages qui sont les clés de l'information et de la communication... Grosso modo, il y en a quatre:

-Lire et Écrire - La maîtrise de l'imprimé qui donne accès à toutes ces choses qui sont bien familières...

-Les Mathématiques - ...C'est la chose la plus proche, en notre possession, du langage universel

-la Musique et l'Expression orale - le langage de la conversation humaine, de la radio, de la vie courante, le parler public ou oratoire.

-Visuel --- Le langage du mouvement, du film, de la télévision...

... L'instruction de base fonctionnelle, à mon avis, signifie maintenant la libération et l'extension de ces langages et constitue l'ensemble des talents ordinaires des êtres humains ...

"Nous avons appris, au cours des dernières vingt années, que nous ne pouvons pas modifier une société en nous concentrant exclusivement sur les enfants..."

"Innis soutenait que les sociétés atteignaient leur plus grand niveau d'activité, de liberté et d'enthousiasme quand il y avait au moins deux modes de communications qui entraient en concurrence pour essayer d'obtenir une suprématie absolue. Je pense que c'est précisément ce qui est en train de nous arriver et qu'il y a une possibilité saine et passionnante de réaliser la plupart des buts pour lesquels nous croyons qu'il existe une préoccupation pour l'apprentissage des adultes. Nous devons tout simplement avoir l'imagination pour y répondre."

Alan M. Thomas

Activités visant à améliorer l'instruction de base pour les adultes au Canada, 1975-76

Par Audrey M. Thomas

Ceci constitue le rapport intégral d'un projet d'un an, entrepris pour le Monde de l'Instruction de Base au Canada, pour étudier la nature et l'étendue de l'analphabétisme fonctionnel au Canada. Ce rapport vise surtout à décrire les activités qui sont entreprises à l'heure actuelle au Canada anglais.

Table des matières:

1. Introduction - importance du problème- statistiques du recensement de 1971 comparées à celles du recensement de 1961, champ d'application du projet.
2. Analyse des années du recensement de 1971 - vingt tableaux et six chiffres sont présentés, montrant les ventilations nationales et provinciales de la "population visée" ayant les caractéristiques démographiques et sociales choisies. Des descriptions concises ont été fournies pour chacune des caractéristiques et un profil de l'adulte "type" de la population visée a été "bâti".
3. Méthodologie - les deux étapes du projet - en Ontario et dans le reste du Canada anglais sont décrites.
4. Les Types d'organisations qui participent actuellement aux activités visant à améliorer l'instruction de base pour les adultes au Canada y sont décrites.
5. Les résultats des programmes d'interviews de l'étape I sont présentés. L'étape I couvrait 23 organisations participant à l'EBA et à l'instruction de base en Ontario. Pour pouvoir donner la meilleure description possible du fonctionnement des programmes, des administrateurs, des instructeurs et des étudiants de ces programmes ont été interviewés.
6. Les résultats de l'étape II incluent un résumé des systèmes d'enseignement pour l'EBA qui existent dans toutes les Provinces, à l'exception du Québec; ils incluent aussi un résumé d'une étude des commissions scolaires anglaises.
7. La dernière section de ce rapport présente une série de questions, controverses et problèmes provenant de l'ensemble du projet.

Sont aussi incluses une bibliographie choisie et des annexes présentant des statistiques supplémentaires.

Prix: \$5.00 en port payé par exemplaire.\$4.00 par exemplaire par quantité de 10
(au Canada et aux É.-U.)

Pour commandes internationales:\$10.00 en port payé par avion; \$7.00 en port payé par voie de surface.

Disponible auprès de: **World Literacy of Canada**
692 Coxwell Avenue,
Toronto, Ontario
M4C 3B6

Le paiement doit accompagner la commande

ISBN: 0-920180-01-9

Imprimé au Canada